LA RÉPUBLIQUE POLONAISE

RZECZPOSPOLITA POLSKA

20 c.

REVUE BI-MENSUELLE
Politique, Économique et Littéraire

Rédaction et Administration :
4, Place Clichy, Paris (9e), TÉLÉPH. : Louvre 0-22

3e Année. — No 53 — 15 AVRIL 1919.

Abonnements :
Un An : 10 fr. — Six Mois : 5 fr.

Pologne et Russie

Un avertissement russe

A défaut d'une représentation de la Russie au Congrès de la Paix, quelques hautes personnalités russes, anciens ministres, ambassadeurs et membres de la Douma, ont formé une " *Conférence politique russe* ". Celle-ci a adressé le 9 mars dernier un court mémoire à M. Clemenceau, dans lequel elle propose d'adopter la motion suivante :

I. — « Les Puissances reconnaissent que : *a*) toutes les questions concernant les territoires de l'Empire Russe dans les limites de 1914, à l'exception de la Pologne ethnographique ; *b*) de même que les questions relatives au statut futur des nationalités incluses dans ces limites, ne peuvent être résolues en dehors et sans le consentement du peuple russe. Aucune solution définitive ne saurait par conséquent intervenir à ce sujet tant que le peuple russe ne sera pas en état de manifester librement sa volonté et de participer au règlement de ces questions »

Les signataires de ce mémoire : MM. Sazonoff, prince Lwoff, Tchaïkovsky, Maklakoff parlent de l'Empire Russe dans les limites de 1914 et déclarent :

« La Russie issue de la Révolution, et qui a rompu définitivement avec les tendances centralistes de l'ancien régime, est largement disposée à satisfaire le désir légitime qu'ont ces nationalités d'organiser leur vie nationale. La Russie nouvelle ne conçoit sa reconstruction que par la libre coexistence des peuples qui la constituent sur les principes de l'autonomie et du fédéralisme, ou même — dans certains cas, et dans des *conditions mutuellement consenties* entre la Russie et ces nationalités — sur les bases de leur indépendance. »

Ainsi, la Lithuanie, la Ruthénie ne peuvent être reconnues indépendantes par la Conférence de la Paix, sans le consentement du peuple russe.

En vertu de quel principe la *Conférence politique russe* dicte-t-elle ces conditions ? L'intégralité des frontières de 1914 doit être respectée en ce qui concerne la Russie. Pourtant, la validité du principe des limites historiques est contestée par la même Conférence russe, dans un autre mémoire. Mais, cette fois-ci, il s'agit de la Pologne. Les auteurs du mémoire combattent « les prétentions polonaises visant à un rétablissement de la Pologne dans ses frontières antérieures aux partages. »

Les frontières de la Pologne ont été supprimées en 1792 et celles de la Russie ont été modifiées en 1915.

Y aurait-il prescription pour la Pologne ? M. André Mandelstam, dans un autre mémoire consacré aussi à la question polonaise (1), attribue au principe des limites historiques une valeur indiscutable, mais « seulement dans le cas où il est soutenu par le principe *des nationalités* ». Le savant juriste se demande, avec raison, quelle date historique devrait servir de point de départ au principe des limites historiques ? M. Mandelstam, avec la dialectique d'un historien et non d'un juriste, commente la déclaration de M. Clemenceau, qui a dit que « la France, fidèle à ses traditions et à son programme et d'accord avec ses Alliés, n'épargnera rien pour ressusciter la libre Pologne selon ses aspirations nationales et dans le cadre de ses *limites historiques*. »

M. Mandelstam pense que la déclaration de M. Clemenceau vient à l'appui de la thèse soutenue dans les mémoires de la *Conférence politique russe*, et qu'on peut résumer comme suit :

« Reconstitution d'une Pologne libre et indépendante ayant accès à la mer et composée de toutes les terres incontestablement polonaises comprises dans les cadres des limites historiques de la République Polonaise. »

Nous sommes d'accord avec M. Mandelstam : seulement, nous ne comprenons pas pourquoi la *Conférence politique russe* soupçonne la démocratie polonaise d'aspirations impérialistes. Elle va même plus loin.

Nous lisons dans un de ses mémoires : « D'aucuns (*qui?*) pensent à tort que la Grande Russie pourrait être avantageusement remplacée, en vue du maintien de l'équilibre européen, par une grande Pologne. Celle-ci, par le chiffre de sa population, qui restera toujours inférieure à celle de la Russie, n'y saurait prétendre. »

Est-ce que la grandeur d'un peuple se mesure au nombre de ses habitants ? Et, ensuite, qu'est-ce qui fait supposer que la Pologne prétend jouer un rôle dans le concert des grands Etats au détriment de la Russie ?

M. Mandelstam — un juriste distingué — s'est chargé des explications historiques pour soutenir la thèse de la *Conférence politique russe*.

Nous ne le suivrons pas dans cette voie, car dans des faits isolés, groupés pour les besoins de la cause, on ne saisira pas la psychologie d'un peuple. L'esprit libéral, démocratique, l'esprit de tolérance se sont manifestés en Pologne le long de son histoire. C'est un fait incontestable, reconnu par tous les historiens étrangers et l'avertissement, non justifié, de la *Conférence politique russe* nous surprend.

« En se plaçant au point [illegible] international — di[illegible] — on ne saurait méconnaître les graves dangers que comporterait toute solution de la question polonaise dans le sens de la création d'une grande Pologne artificiellement accrue d'éléments qui graviteront naturellement vers la Russie. »

Cet avertissement s'adresse autant à la Pologne qu'à la Conférence de la Paix qui, d'après les représentants provisoires de la Russie, se ferait complice de l'impérialisme polonais.

Que nos voisins de l'est se rassurent. Nous n'avons jamais songé à annexer des territoires ou à absorber des populations russes. La restauration de la Pologne présente d'énormes difficultés, et nous nous rendons bien compte de cette vérité, que l'incorporation d'un peuple contre sa volonté directe, est plutôt un élément de faiblesse que de puissance pour l'Etat.

Dr W. BRONISLAWSKI.

(1) *Mémoire sur l'application du principe des Nationalités à la question polonaise*. Imprimerie Hugonis 1919.

M. Paderewski à Paris

L'éminent patriote est arrivé ici dimanche matin, salué chaleureusement par la population. Plusieurs journaux, en rendant compte de l'arrivée de M. Paderewski disaient : « le président de la République polonaise ». Nous attirons l'attention de nos confrères sur l'erreur qu'ils commettent. M. Paderewski est président du Conseil.

Nous nous demandons quand enfin cessera cette hostilité, dans un certain milieu, contre le chef d'État, le général Pilsudzki. Nous pouvons assurer les ignorants que la plus sincère amitié unit nos deux grands hommes : MM. Pilsudzki et Paderewski.

Le transport des troupes polonaises

La première division s'est mise en route le 15 avril.

L'administration des chemins de fer a pris des dispositions en vue du transport des troupes polonaises à travers l'Allemagne. L'exécution de ces obligations rencontre de grandes difficultés, mais en suspendant le trafic privé pendant la semaine de Pâques, on espère pouvoir rendre disponible la moitié du matériel roulant nécessaire.

MISSION AÉRIENNE POUR LA POLOGNE

C'est le commandant de Vergnette qui en aura la direction, avec le capitaine de Bernis comme adjoint. L'escadrille des spads sera placée sous les ordres du lieutenant Bonneton, aux huit boches, et celle des Bréguets sera commandée par le lieutenant serbe Marinkovitch, qui, à la bataille aérienne d'Habsheim en mars 1916, abattit deux fokkers avec son avion-canon. Parmi les pilotes, un grand as, le lieutenant Haegelen, aux 22 victoires, l'un des plus remarquables chasseurs de notre cinquième arme. Peut-être un autre as, le lieutenant Sardier, benjamin des chefs d'escadrilles, 14 fois victorieux, prendra-t-il part à l'expédition.

Les pourparlers avec le Gouvernement des Soviets

La Commission des affaires étrangères de la Diète ayant examiné la correspondance échangée entre le Gouvernement de la République et la Russie a constaté qu'il s'agissait seulement du rapatriement des représentants de la Régence, et de militaires. Le gouvernement des Soviets a essayé, dès le premier jour d'aborder la question des relations entre la Pologne et la Russie et la question des frontières de la Pologne, ce qui aurait abouti à la reconnaissance indirecte de ce gouvernement par la Pologne. La dépêche du 11 février 1919, de Tchitcherine présentait du moins ces tendances. La Commission a relevé que de cette correspondance ne s'élevait aucune aspiration pacifique. Le gouvernement polonais a bien compris tous les dangers de ces pourparlers auxquels ne prenaient part les pays alliés, et les ont évités.

La question de Dantzig et la Pologne

Les journaux français enregistrent la solution de l'affaire de Dantzig comme un échec caractérisé de la manœuvre allemande qui tendait à esquiver une clause de l'armistice. Ils observent qu'il s'agissait d'un simple incident de l'application de l'armistice que les Allemands voulaient transformer en précédent, destiné à influencer le sort futur de la ville de Dantzig. La presse entière constate que, sur ce point, la diplomatie allemande a complètement échoué.

L'Homme libre observe que, le ton des journaux allemands a sensiblement baissé, prouvant ainsi l'inutilité de leur manœuvre de chantage contre l'Entente. Visiblement, on a voulu nous tâter et on a bien fait, puisqu'on nous a trouvés fermes et nets dans nos résolutions. Cela a impressionné les Allemands et la leçon leur a servi, car il semble que, dans l'esprit de leurs milieux officieux, les négociations de Spa ont joué un rôle décisif dans les pourparlers de paix. *L'Homme libre* enregistre le fait qu'en Allemagne une opinion perce, admettant la légitimité des revendications polonaises sur Dantzig et réclament l'entente avec la Pologne à ce sujet.

De nombreux journaux, notamment *Le Petit Parisien*, observent que Erzberger a tenté âprement d'éviter que Dantzig figurât dans la convention. Il est revenu à la charge quatre fois. Non seulement il n'a pas réussi dans cette tentative, mais toute discussion relative aux garanties qu'il prétendait obtenir sur le sort futur de Dantzig, a été résolument écartée. D'autre part, tous les journaux insistent sur les avantages qui résultent de l'accord de Spa.

La presse, unanime, déclare impossible que satisfaction puisse être refusée aux Alliés et aux Polonais sur la question vitale de Dantzig. La presse pressent que la conférence réglera définitivement cette question que les pourparlers de

Spa ont laissé entière, afin de prévenir toute nouvelle tentative ennemie en vue d'affaiblir ou de diviser le bloc de l'Entente.

Erzberger affecte de se montrer assez satisfait de la convention relative au transport des troupes polonaises, car elle donne une apparente satisfaction à l'opinion publique allemande. Après la signature de l'accord, Erzberger a déclaré au correspondant de l'agence Havas que les mesures adoptées calmeraient l'état d'esprit allemand et éviteraient des incidents que le débarquement à Dantzig auraient pu provoquer. Il a affirmé que le gouvernement allemand s'efforcera de faciliter les transports de troupes par tous les moyens, mais il montre une certaine appréhension au sujet des troubles que pourrait faire naître ce passage par certaines régions allemandes où les populations sont très surexcitées. Erzberger ne cache pas ses inquiétudes à ce sujet. Il est à remarquer, en effet, que les gouvernements alliés ayant tenu compte des plaintes du gouvernement allemand, en prévision des événements que le passage de divisions polonaises aurait pu provoquer, ont consenti volontairement à ne pas exiger le débarquement à Dantzig, tout en maintenant formellement leur droit de débarquement dans ce port et en se réservant de revendiquer ce droit si le moindre incident venait à paralyser ou à contrarier le libre parcours par voie terrestre.

On estime qu'à raison de six trains par jour seulement, le transport des troupes du général Haller, avec leur matériel exigera deux mois environ.

En attendant que ce point essentiel soit tranché, ce que nous avons de mieux à faire est de nous en tenir à ce que nous avons. Il serait superflu et inutilement onéreux de commencer, à grands renforts de commissions et de parlottes, des travaux législatifs que les circonstances peuvent condamner d'une année à l'autre.

LE TEXTE DE LA CONVENTION SIGNÉE A SPA

Voici, d'après un télégramme de Berne, de source allemande, les termes de la convention signée à Spa :

« 1° D'après l'article 16 de la Convention d'armistice du 11 novembre 1918, l'Allemagne est soumise à l'obligation de laisser libre le passage par Dantzig aux troupes combattantes du maréchal Foch et, par conséquent, d'après l'interprétation de l'Entente, aux troupes du général Haller;

2° Le gouvernement allemand a proposé les nouveaux itinéraires suivants pour servir au passage des troupes :

a) de Stettin par Kreuz à Posen et Varsovie; *b*) de Pillau, Kœnigsberg et Memel, par Korschen, Leyck et Grajewo; *c*) par Coblence, Cassel, Halle, Eulenburg, et par Francfort-sur-le-Mein, Bibra, Erfurt, Leipzig, Eulenburg et ensuite par Kottbus, Lissa et Kalisz;

3° Le gouvernement allemand garantit la sécurité sur toutes ses lignes; de l'autre côté, toutes les mesures seront prises pour que ces troupes ne provoquent en aucune façon des désordres dans la population. Les transports commenceront vers le 15 avril et dureront environ deux mois.

Les troupes polonaises ainsi transportées sont destinées au maintien de l'ordre, conformément à l'article 16 de la Convention d'armistice du 11 novembre 1918;

4° L'exécution du transport sera réglée par une convention annexe;

5° Si, au cours de transports effectués suivant les nouveaux itinéraires proposés par le gouvernement allemand, il naissait des difficultés que le gouvernement allemand, après en avoir été informé par les gouvernements des puissances alliées et associées, serait incapable d'aplanir, le maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, se réserve le droit de recourir de nouveau aux facultés de transports qui lui ont été données par l'article 16 de la Convention d'armistice du 11 novembre 1918, et ce, après que les questions de détail et les garanties nécessaires aient été fixées par la Commission d'armistice permanente internationale.

Un simple Ministre

On n'est trahi que par ses amis.

Nous avons parlé l'année dernière du Congrès National-Démocrate, qui a eu lieu à Détroit, aux Etats-Unis. A ce congrès avait été prise la décision secrète de porter M. Roman Dmowski à la dignité de Président de la République polonaise.

Le président de ce Congrès avait désigné M. Dmowski comme l'un des six grands hommes d'Etat contemporains, sans nommer les cinq autres. Dans le numéro 143 du 2 avril 1919, l'organe officiel de M. Dmowski, qui paraît en polonais sous le titre *Polak* nous révèle l'énigme.

Voici les noms des six grands hommes auxquels les peuples ont confié « une mission dangereuse » : MM. Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Orlando, Venizelos et Roman Dmowski.

Quelle ingratitude, M. Stephen Pichon! L'homme que vous avez nommé « le chef du vrai gouvernement polonais » vous traite comme un simple ministre des affaires étrangères. Vraiment, M. Roman Dmowski est un héros sans peur et sans reproche.

Sodalis Marianus.

Note Bibliographique

Georges Bienaimé : *Ce qu'il faut savoir de la Question Polonaise.*

Cette brochure qui vient de paraître cache soigneusement l'institution charitable qui a chargé M. Bienaimé d'apprendre aux Français « ce qu'il faut savoir ». Elle cache aussi la date de son apparition. Cette discrétion volontaire a probablement pour but de procurer à M. Bienaimé un alibi quand on soumettra au futur historien de l'amitié franco-polonaise quelques documents sur les sentiments sincères et désintéressés de M. Bienaimé.

Nous aussi, nous avons quelques documents sur la propagande que fit M. Bienaimé en 1917, alors qu'il réclamait la suprématie de la Russie sur la Pologne autonome!

La Pologne est enfin un État indépendant; mais M. Bienaimé pense qu'il y a encore une question polonaise.

Dans sa nouvelle compilation, il emprunte aux manuels scolaires quelques dates, quelques faits historiques et décerne à la Pologne un témoignage de satisfaction : « le patriotisme des Polonais a mérité la résurrection de la Pologne ».

Il nous enseigne que « la Pologne contient le byzant sme oriental », que le grand-duché russien (*sic*) de Kief était chrétien, que la science occidentale trouvait asile dans les universités polonaises de Cracovie, de Zamosc, de Wilno, de Lwow (au XVe siècle?), que la Pologne a eu des grands hommes : l'éloquent Skarga, le brillant satirique Nicolas Rey, etc., etc...

Les lecteurs de cette brochure seront reconnaissants à

UNE PAGE D'HISTOIRE

LES PREMIERS PAS DE LA POLOGNE

PILSUDZKI - PADEREWSKI

ET

ROMAN DMOWSKI

Les événements de Pologne ont été fort confus pour le public de France et depuis de nombreuses années déjà. Dénaturés autrefois par la démocratie russe, ils ont été encore falsifiés depuis dans leur signification.

Pendant la guerre surtout, l'attitude des premiers dirigeants polonais n'a pas toujours été comprise de l'opinion. A ceci, plusieurs causes. Cette attitude, tout d'abord, n'a pu être jugée qu'au travers des dépêches de l'agence Wolff, dont on connaît suffisamment aujourd'hui les procédés. Il s'est trouvé ensuite — pour seconder les efforts de cette officine — des Polonais, politiciens plus que patriotes, qui se sont évertués à présenter les actes de leurs conationaux sous un jour propre à les mettre eux-mêmes en relief auprès des gouvernements de l'Entente.

Les amis de M. Roman Dmowski se sont beaucoup prêtés par le canal de leurs agences de Suisse notamment, à ce jeu-là(1). L'atmosphère de défiance dont on a enveloppé trop longtemps le gouvernement *réel* de la Pologne, lequel était à Varsovie et non à Paris, est due, en bonne partie, à ces manœuvres de politique intérieure. Nous en aurons été les premières victimes, car cette défiance, mal justifiée, la surdité de Paris devant les appels d'un Pilsudzki, n'ont pas été sans effet, comme bien l'on pense, sur les sentiments à notre égard de la nation polonaise restée en Pologne qu'a fait perdre de vue, à certains diplomates, un *parti* d'émigrants polonais.

(1) Dans une série d'articles, en 1918, nous avons signalé à la presse française des menées du *Comité National Polonais* qui a usurpé la représentation de la Pologne. Le correspondant du *Temps* donne raison à nos prévisions.

Jugée d'après des informations trop souvent tendancieuses, l'action des gouvernants de Varsovie, sous l'occupation allemande, a été incomprise parce que déformée. Il est d'élémentaire justice de rétablir les faits dans leur cadre en se rendant compte de l'inéluctable nécessité, pour la Pologne occupée, de négocier, et chaque jour, avec l'occupant.

Le 7 octobre 1918, le Conseil de régence, sentant s'amollir le gantelet de fer des maîtres du moment, publie un manifeste d'un langage qui respire la foi en une délivrance prochaine : « La Pologne sera une et indépendante », déclare-t-il à la barbe du reître teuton. Le 9, les députés polonais d'Autriche lui répondent par une motion d'hommages pour avoir « proclamé l'union de tous les pays polonais ». Le 13, c'est autour des opprimés de la Posnanie devenue prussienne de faire chorus avec Varsovie.

Le 7 également, le Conseil de régence dissolvait le Conseil d'Etat, organe provisoire comme lui. Il allait appeler, pour le remplacer, un ministère qui devait, dans son esprit, représenter toutes les nuances politiques et allait être chargé de préparer les élections à la Constituante. La réunion de cette dernière devait s'inspirer de larges principes libéraux. Sa préparation ne devait demander qu'un mois.

Quelle était la situation intérieure à ce moment-là? Trois courants se partageaient le pays. Le premier se trouvait au pouvoir avec les régents. Représentant encore le passé avec ses méthodes et ses privilèges, il constituait et ne pouvait constituer qu'une sorte de trait d'union entre la Pologne féodale de la veille et un pays sur lequel soufflait, comme partout un vent de libéralisme. Son rôle devait prendre fin le jour où le pays, contenu par l'envahisseur, devenait libre de s'exprimer.

Ce courant s'était vu baptiser *activiste* par opposition à une autre partie de l'opinion, composée des mêmes couches sociales — c'est-à-dire de classes aisées — mais qui craignait d'assumer les responsabilités de l'action. Elle joua à l'opposition, attendant plus de stabilité et moins de risques pour se donner une orientation. On la nomma *passiviste*. Ce sont ces neutres qui ne se sont pas trompés pour n'avoir rien fait, que nous voyons mués en critiques aujourd'hui de ceux de leurs compatriotes au pouvoir sous la férule d'un Beseler. Le rôle est facile, il ne fait de dupe qu'à l'étranger. Tout aussi conservateur et nationaliste que les activistes, le courant passiviste ne pouvait prétendre à leur succéder, la Pologne une fois rendue à elle-même, incapable, autant que les précédents, de réunir effectivement les suffrages du pays.

En face de ces deux camps de politiciens, en effet, où s'enchevêtraient des intrigues ourdies par les ambitions, se dressait la nation tout entière, troisième courant d'avenir large et sain qui comprenait la classe paysanne et ouvrière, l'élite intellectuelle, et les bourgeois libéraux. Il se groupait autour d'une figure que sculptera l'Histoire, ce « général » Pilsudzki, réincarnation de Kosciuszko, qui, dans sa prison de Magdebourg, expiait son crime de ne vouloir travailler qu'à l'édification d'une patrie libre.

La Pologne démocratique, derrière ce chef qu'elle se donnait tout bas, se sentait lasse des compromis, lasse aussi, écrivait un auteur polonais, de la politique de certains personnages à l'étranger, lasse des haines intérieures soulevées par des hommes suffisamment habiles pour, en entretenant artificiellement les discordes, se faire des situations.

Mais les armées allemandes et autrichiennes étaient encore là. Elles maintenaient l' « ordre ». Partis activiste ou passiviste ne les gênaient que peu, c'était gent protestataire, mais incapable de suivre Pilsudzki dans son effort pour l'affranchissement du pays. L' « ordre », c'était la soumission ou l'opposition platonique, écrivait encore le publiciste que je cite; le « désordre », c'était la Pologne démocratique assoiffée d'indépendance.

L'armée allemande était là avec sa consigne et ses mitrailleuses, prête à anéantir tout mouvement populaire.

Profitant de cette situation, de la sorte de protection que leur valait leur étiquette de partis de l' « ordre », activistes et passivistes créèrent un mouvement dans le but de s'emparer du pouvoir. Ils y réussirent. Le ministère Swiezynski se forma. Sa constitution et son programme conservateur répondaient mal aux attentes de la masse et ne reflétaient nullement ses aspirations. Ses premiers actes justifièrent toutes les appréhensions. Il parut oublier la Constituante pour gouverner selon les vieilles formules que repoussaient précisément la jeune Pologne. Ce premier cabinet dura treize jours. Il tomba au moment où, déjà, se dessinaient contre lui des mouvements populaires.

M. Bienaimé de tant de connaissances historiques littéraires, mais regretteront de ne pas avoir appris « ce qu'il faut savoir de la question polonaise ».

M. Bienaimé n'oublie pas de dire que *le fameux agitateur Pilsudzki* préparait un soulèvement en Pologne russe, en 1914, que M. Dmowski forma le « Comité National Polonais », que le drapeau blanc et amarante flotte sur les édifices publics de Paris.

M. Bienaimé a bien mérité d'être de l'Académie de Smorgon.

Dernières nouvelles de la Pologne

Armée polonaise

A l'heure actuelle, l'armée polonaise, formée par Pilsudzki et opérant en Pologne, comprend environ 38 régiments à 3 bataillons, 6 bataillons de chasseurs : au total 4,000 officiers et 65,000 hommes, dont 20,000 à peine sont au front et capables de se battre. Le reste est à l'intérieur, à l'instruction ou à la garde de police, et un certain nombre de bataillons sont sans cadres et sans armes. La cavalerie comprend 12 régiments de lanciers, sur le papier, en voie de formation. L'artillerie est tout à fait insuffisante : 32 batteries de divers calibres, autrichiens, allemands, russes, etc. En y comprenant les services, on peut estimer le total de cette armée polonaise à 100,000 hommes, dont 30,000 à 40,000 combattants. Il semblerait qu'on pût y ajouter une vingtaine de mille hommes à peu près organisés en Posnanie. Le groupement de forces le plus important serait à Varoslav, devant Lemberg : 22 bataillons et une vingtaine d'escadrons. Tout le reste est disséminé et opère par détachements isolés. Nous ne pouvons en dire davantage, non pas tant pour ne pas nous exposer aux rigueurs toujours actives de la censure, que parce que les renseignements dont nous disposons sont vraiment trop imprécis.

Mais, en France il y a 4 divisions polonaises, qui forment une belle armée de plus de 40,000 soldats. Ce sont ces divisions du général Haller, qui vont enfin se mettre en route pour la Pologne, non plus par Dantzig, mais directement par les voies ferrées allemandes, à travers l'Allemagne.

Lettre de Varsovie

Sitôt débarqué à Varsovie, j'ai cherché à voir des bolchéviki et les traces des fameux pogroms. Je n'ai pas été assez heureux pour apercevoir ni les uns, ni les autres.

Au contraire, les Israélites domiciliés à Varsovie, principalement dans le nord-ouest de la ville, et dont le nombre dépasse 300,000, circulent par toute la capitale avec une si insouciante quiétude qu'ils ont sans doute entendu parler des pogroms beaucoup moins que nous-mêmes.

Les bolchéviki, peut-être en ai-je frôlé quelques-uns sans m'en douter. Il est si difficile de deviner si le monsieur que l'on rencontre, apparemment un industriel, dirige une fabrique de rubans ou de machines à vapeur. Or, le bolchévisme est une industrie comme une autre. Le chef bolchévik, avec quelques machines outils, telles que mitrailleuses, fusils, revolvers, et de la main-d'œuvre payée par le bourgeois, se fait une belle situation en peu de temps. Je ne pourrais donc pas jurer n'avoir point rencontré d'employés de Guillaume II, Lénine et Cie.

Ce que j'ai vu, par contre, sur bien des pans de murs, c'est, brossée en rouge ou en noir, d'une main inhabile, l'inscription : *Niech zyje Pilsudzki* (Vive Pilsudzki!) Le 19 mars, Varsovie, ainsi que la Pologne entière ont pavoisé en l'honneur de la Saint-Joseph, fête patronale du chef de l'Etat. Il y a eu diane, retraite, revue et spectacles de gala.

Quant à Paderewski, on peut dire que son portrait, à l'huile, au fusain, en photographie, en cartes postales, se trouve partout, orné parfois de rubans aux couleurs polonaises, de verdure ou de fleurs, et souligné d'inscriptions polonaises.

Il faut reconnaître que ces deux hommes d'État, qui ne possèdent pas tous les diplômes traditionnels, ont fait preuve, par contre, d'un sens politique fort rare, en se plaçant carrément au-dessus des partis. Ils sont Polonais avant tout. Aussi leur popularité est-elle grande et leur autorité incontestée.

Leur première tâche est de faire rendre à la Pologne ses justes frontières et le port de Dantzig, poumons du pays. En effet, l'État de l'Aigle blanc, en délicatesse avec tous ses voisins, ne peut communiquer jusqu'ici avec l'Europe occidentale qu'au prix des plus grandes difficultés.

Chronique locale

MATINÉE POLONAISE
au Théâtre Sarah Bernhardt
AU PROFIT DE LA CROIX ROUGE POLONAISE

Nous sortons de cette représentation et sommes sous l'impression de l'enthousiasme qui a accueilli les artistes, et principalement Mme Sarah Bernhardt.

La grande artiste s'est réellement surpassée dans *La Nuit de Mai*, et Mlle Halka Ducraine s'est montrée digne de donner la réplique à la divine Sarah.

Nous connaissions le drame *Les Teutoniques* tiré du chef-d'œuvre de Henryk Sienkiewicz qu'a popularisé la belle traduction de M. B. Kozakiewicz et nous ne pouvons ne pas manifester notre surprise de voir que jusqu'ici il a été impossible de représenter intégralement cette pièce. Il semble pourtant que ce soit là le modèle du beau drame patriotique, du drame de propagande.

La Vision de Grunwald, l'adaptation à la scène par M. B. Kozakiewicz, du récit de la grande victoire des Polonais, a eu un énorme succès. Un long frémissement a couru parmi les spectateurs, à l'évocation des trahisons, des atrocités teutoniques. Et lorsque, à la fin, le vieux Jurand prédit le triomphe de la Pologne sur la Baltique, de longs applaudissements ont accueilli cette prophétie. Chacun pensait à Dantzig.

Mlle Ducraine, MM. Decœur et Salvat ont joué cette scène de *La Vision de Grunwald* avec un art consommé.

Nous ne savons comment exprimer l'enthousiasme qu'ont provoqué MM. Noté et de Max. Après plusieurs airs de son répertoire, M. Noté a chanté l'air national polonais, qu'il avait bien voulu apprendre spécialement pour cette solennité. M. de Max a été admirable dans *Les Cloches*, d'Edgard Poé.

Mme Duc a ému tous les spectateurs en déclamant *Les Volontaires polonais*, la belle poésie de Mlle Teissier.

Enfin, Mme Popowska, dans ses danses montagnardes, puis dans ses danses populaires polonaises, a une fois de plus montré qu'elle était non seulement une grande artiste chorégraphique, mais une créatrice; en effet, elle a su créer une école de danses populaires, dont le succès va en grandissant.

Le général Haller avait bien voulu envoyer l'orchestre de l'Armée polonaise, qui a joué plusieurs airs polonais avec un brio magnifique.

Le conseil de régence comprit la leçon. L'heure avait sonnée pour lui, comme pour les idées désuètes. Son rôle de pont entre le passé et la préparation de l'avenir était rempli. Son parrainage pour cet avenir ne pouvait provoquer que des dissensions. Sous la poussée des événements, il démissionna collectivement le 7 novembre, en remettant ses pouvoirs à Pilsudzki, libéré des prisons allemandes et rentrant à Varsovie au moment où Beseler s'enfuyait en chaland sur la Vistule.

Les deux courants dont nous parlions tout à l'heure n'avaient fait que contrecarrer, sournoisement les plans allemands, l'autre que censurer les actes des premiers. Activistes comme passivistes s'en tenaient à des guerillas. Les couches populaires, la nation attendaient l'heure pour déclarer la guerre à l'occupant. Du grand conflit qui, dans tous les camps, avait fait tant de victimes, devait sortir la liberté.

Aussi, dès le début de novembre, en Pologne occupée par l'Autriche, les éléments démocratiques avaient pris la tête d'une agitation insurrectionnelle, d'où sortait, à Lublin, un gouvernement de gauche, sous la présidence du député au Reichsrath, Daszynski. C'est à ce ministère, qui prit en main les affaires de Galicie, que la Pologne devra la forme républicaine de son gouvernement, restée incertaine jusque-là. Ce cabinet laissa un portefeuille sans titulaire, celui de la guerre, réservé au général Pilsudzki, dont on attendait de jour en jour l'élargissement.

Ce dernier, aussitôt revenu dans la capitale et acclamé comme chef par toute la nation, écoute la voix générale, et se mettant au diapason des événements de l'étranger, où se sonnait l'hallali des trônes et des réactions, fait appel aux partis de gauche, après s'être convaincu de l'impossibilité de demander au pouvoir les partis nationalistes, dits « nationaux » du type de celui de M. Dmowski.

« Tenant compte des mouvements qui se dessinaient en Europe, écrit à ce moment Pilsudzki, je suis décidé à nommer comme président du conseil M. Daszynski. » Celui-ci, empêché, est remplacé par le député de Stryj, M. Moraczewski, socialiste comme le précédent, homme intègre, dont la popularité est reconnue de tous. Le ministère est rapidement reconstitué avec des représentants des partis populaire, radical et socialiste. Le nouveau gouvernement prend souci et de la situation politique et des questions sociales. Son programme proclame en tout premier lieu l'unification de la Pologne, la libération du territoire. Il annonce la convocation de la Constituante élue au suffrage universel, secret et proportionnel. Hommes et femmes sont électeurs à vingt et un ans révolus. Il établit par ailleurs la journée de huit heures, décrète l'abolition de tous les titres, hormis les titres universitaires.

On a reproché au général Pilsudzki de s'être entouré d'hommes appartenant à la gauche radicale socialiste pour former ce premier gouvernement. Nous avons vu que les conjectures lui avaient dicté ce choix. Mais bien que reflétant la physionomie politique générale du moment, ce cabinet avait cependant le grave inconvénient d'effrayer, par sa teinte et des projets qui paraissaient révolutionnaires, les classes possédantes. C'est ici que se place l'épisode comique du coup d'Etat du prince Sapieha qui voulut arrêter une nuit les ministres après s'être proclamé chef d'un gouvernement provisoire. Le complot échoua devant le refus des soldats appelés à la rescousse de toucher à la personne de Pilsudzki.

Moins ardents que le prince Sapieha les milieux conservateurs se contentèrent de frapper le cabinet Moraczewski d'ostracisme en lui refusant tout concours, leur concours financier surtout, boycottant l'emprunt national qu'on venait de lancer, faisant en outre des difficultés pour le payement des impôts.

Le moyen était sûr. Privé d'un appui essentiel, le ministère donna sa démission. Son dernier effort avait été de s'opposer à la réunion d'un « Conseil national suprême » que les partis de la droite avaient l'intention d'imposer comme une sorte de préparlement chargé du contrôle de la politique du gouvernement, minant ainsi par avance l'autorité de la Diète constituante dont les élections allaient commencer.

Entre temps et après des pourparlers à Paris avec le Comité national, M. Paderewski, l'illustre musicien et grand patriote polonais, était rentré dans sa patrie qu'il s'était employé à servir jusqu'ici à l'étranger.

M. Paderewski revenait avec la persuasion que sa présence à Varsovie faciliterait un accord entre les partis de la gauche, à ce moment au pouvoir mais suspects à la noblesse foncière, et les partis dits nationaux en vue de la formation d'un cabinet de coalition. En réalité, il ne faisait que reprendre la mission dans laquelle avait échoué un national démocrate, M. Grabski, envoyé quelque temps auparavant de Paris pour convaincre les dirigeants polonais au nom de M. Dmowski et du Comité national, de la prétendue nécessité de donner la prépondérance dans le gouvernement aux partisans dudit comité, lequel assurait ses compatriotes que les Alliés ne reconnaîtraient la Pologne qu'à cette condition.

De ce fait, M. Paderewski, se rangeait, presque à son insu, sous la bannière des N. D. (nationaux démocrates), le part, de M. Dmowski. Son renom personnel, l'estime et la confiance dont l'entourent à juste titre tous les Polonais, leur persuasion aussi que M. Paderewski était l'envoyé de l'Entente, voire l'ami personnel et influent du président Wilson furent ultérieurement les causes déterminantes du succès, aux élections de la Constituante, de la cause nationaliste qui, promotrice de la légende créée autour du musicien, s'était fait un drapeau de ce nom aimé et respecté. On l'inscrivit en tête des affiches électorales de la fraction nationale démocrate, alors que, sincèrement, M. Paderewski, qui n'avait besoin d'aucun patronage, avait déclaré vouloir se tenir en dehors des luttes de parti.

On semblait vouloir opposer de la sorte deux patriotes : Pilsudzki et Paderewski, animés avant tout du désir de servir leur pays, tandis que la nation, ignorante des intrigues, les confondant dans une commune affection, ne voyaient en eux que le symbole de la concorde nationale.

On avait présenté Pilsudzki à l'étranger comme homme de parti lui-même, mais homme de gauche. Paderewski, une fois sur place, rendit hommage à la loyauté politique du créateur des légions et loin de l'accuser, comme certains l'avaient osé faire, d'avoir tenté un coup d'Etat socialiste, il lui déclara, en faisant allusion à son choix des premiers gouvernants : « Vous ne pouviez pas procéder autrement! »

Pilsudzki, montrant une fois de plus son désir d'union pour la Pologne, demanda à M. Paderewski de constituer un ministère. On réunit alors des hommes sans couleur politique; un cabinet dit de spécialistes se présentait au général le 17 janvier. Il procéda aux élections de la Constituante; cette première Diète se réunissait le 10 février. Un de ses premiers devoirs fut de confirmer le général Pilsudzki dans ses pouvoirs de chef d'Etat. Cette confirmation eut lieu à l'unanimité des voix.

Charles RIVET.

Le Temps, 4-IV

Directeur : Dr BRONISŁAWSKI. — Secrétaire de la Rédaction : J. JANUSZEWSKI. — Gérant : L. CHOLESKI. — Administrateur : J. M. ZIMOCKI

Imprimerie N. L. DANZIG, 26, Rue des Francs-Bourgeois — Paris.